

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : [soir\\_corruption@hotmail.com](mailto:soir_corruption@hotmail.com)

CORRUPTION, ÉVASION FISCALE, BLANCHIMENT D'ARGENT, DÉTOURNEMENT DE FONDS

# Le «casse du siècle» à 1 000 milliards de dollars pour les pays du Sud

**Corruption, évasion fiscale, blanchiment d'argent, détournement de fonds, etc. : chaque année, dénonce l'ONG One, ce sont au moins 1 000 milliards de dollars qui échappent aux pays pauvres ou émergents. Les pays du Sud sont victimes d'un «casse du siècle» au coût très élevé. Une poignée de mesures permettrait d'enranger jusqu'à 64 milliards de rentrées fiscales**

Le rapport de One, rendu public début septembre, expose le véritable coût humain de ce scandale et explique comment il pourrait être enrayer. La mise en place de politiques spécifiques, visant à accroître la transparence et à lutter contre la corruption dans trois domaines clés — le secret financier, les transactions liées aux ressources naturelles et le blanchiment d'argent — pourrait réduire considérablement ces pertes financières massives.

À la clé, de nombreux avantages pour les pays en développement, parmi lesquels l'accroissement des investissements directs étrangers (IDE) et une hausse du produit intérieur brut (PIB) allant jusqu'à 0,6% par an. Là où la corruption prospère, elle freine les investissements privés, réduit la croissance économique, accroît le coût des transactions commerciales et risque d'engendrer une instabilité politique. Dans les pays en développement, la corruption tue. Lorsque des gouvernements sont privés de leurs revenus qui auraient pu être investis dans les soins de santé, la sécurité alimentaire ou les infrastructures essentielles, des vies sont perdues et ce sont les enfants qui en payent le plus lourd tribut. One estime que pas moins de 3,6 millions de décès pourraient être évités chaque



Photo : D.R.

année dans les pays les plus pauvres du monde si des mesures étaient prises pour mettre fin au secret qui permet à la corruption et à la criminalité de prospérer. Les revenus récupérés pourraient ensuite être investis dans les systèmes de santé.

## La nécessité de changements politiques et réglementaires

Le problème vient principalement des personnes corrompues vivant dans des pays industrialisés et en développement. De mauvaises politiques peuvent toutefois égale-

ment faciliter la corruption. Pour One, l'estimation de ces chiffres du «casse du siècle» est «conservatrice».

Le rapport le reconnaît pourtant : c'est une estimation indicative — et non définitive — de l'ampleur de la corruption et de ses impacts. «Vu les défis inhérents à la quantification de la corruption, les résultats présentés dans cette étude s'appuient sur un grand nombre d'hypothèses (ampleur des flux financiers illicites, blanchiment d'argent, corruption, décisions d'investissement...) dont la validité doit encore être testée.»

L'estimation de One tente de croiser diverses méthodologies. Comme celle du think tank Global Financial Integrity qui, en 2011, évaluait à 947 milliards de dollars de capitaux perdus pour les pays en développement. Ou encore celle du FMI à partir desquelles One évalue que le blanchiment d'argent lié aux pays du Sud pourrait s'élever à 1853 milliards en 2014.

Des préconisations ? De la transparence, à l'instar d'autres réseaux en pointe, tel que Tax Justice Network qui chiffre, lui, à 32 000 milliards de dollars le montant des sommes abritées dans les paradis fiscaux. D'abord, lever le voile sur les sociétés-écrans en rendant publiques les infos sur les propriétaires réels des sociétés ou des trusts. Ensuite, instaurer un partage automatique des don-

nées fiscales. Enfin, introduire une législation pour que les gouvernements publient le montant des contrats d'extraction de leurs ressources naturelles — un combat initié voilà douze ans par la coalition internationale d'ONG Publish What You Pay (Publiez ce que vous payez — et qu'ils informent les citoyens en généralisant «l'open data» (\*).

À la clé, de nombreux avantages pour les pays en développement, parmi lesquels l'accroissement des investissements directs étrangers (IDE) et une hausse du produit intérieur brut (PIB) allant jusqu'à 0,6% par an. Des changements politiques et réglementaires peuvent toutefois changer la donne. Les dirigeants du G20, qui se réuniront en novembre à Brisbane, en Australie, peuvent aider à mettre fin au scandale à mille milliards de dollars. One les appelle à agir.

LSC

(\*) «L'open data» : l'ouverture des données (en anglais «open data») représente à la fois un mouvement, une philosophie d'accès à l'information et une pratique de publication de données librement accessibles et exploitables. Elle s'inscrit dans une tendance qui considère l'information publique comme un bien commun dont la diffusion est d'intérêt public et général

## Nouvelle arrestation au Canada d'un ancien vice-président de SNC-Lavalin

Le Service des enquêtes sur la corruption de la police du Québec a procédé le mercredi 10 septembre à l'arrestation de Stéphane Roy pour son implication présumée dans un stratagème de corruption visant à favoriser SNC-Lavalin dans l'obtention du contrat de construction du CUSM (hôpital universitaire à Montréal). Au moment des faits reprochés, l'accusé occupait, chez SNC-Lavalin, la fonction de vice-président aux finances de la division de construction. Onze chefs d'accusation à l'endroit de Stéphane Roy ont été autorisés par le directeur des poursuites criminelles et pénales.

Plusieurs de ces accusations le relient directement à Pierre Duhaim, Riadh Ben Aïssa, Arthur Porter, Jeremy Morris et Yanaï Elbaz — anciens dirigeants à SNC-Lavalin —, tous accusés dans ce même dossier pour leur participation collective à un vaste complot visant à influencer des conclusions d'affaires avec le gouvernement en leur faveur, notamment par le paiement de commissions secrètes à des fonctionnaires du CUSM. Le Commissaire à la lutte contre la corruption coordonne et dirige des unités d'enquête, de vérification et de prévention afin de lutter contre la corruption dans le secteur public québécois. Rappelons que, dans cette affaire, l'ex-PDG de SNC-Lavalin Pierre Duhai-

me et le président de sa division construction, Riadh Ben Aïssa (en détention à Genève depuis deux ans et demi), sont soupçonnés d'avoir versé 22,5 millions de dollars en pots-de-vin à deux hauts responsables du CUSM afin de rafler le contrat de 1,34 milliard de dollars pour la construction du nouvel hôpital. Il s'agirait du plus important cas de fraude par corruption de l'histoire du Canada, selon la police.

En janvier dernier, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a déposé des accusations contre Stéphane Roy et son collègue vice-président exécutif de SNC-Lavalin, Sami Abdellah Bébawi. Les deux hommes étaient notamment accusés de fraude, blanchiment de produits de la criminalité, possession de biens criminellement obtenus et contravention à la loi sur la corruption d'agents publics étrangers.

## De nouvelles accusations qui intéressent l'Algérie

Par ailleurs, la GRC a déposé mercredi des accusations d'entrave à la justice contre Sami Abdellah Bébawi, ancien vice-président de SNC-Lavalin, et d'entrave à la justice et d'extorsion contre Constantine Andreas Kyres, avocat fiscaliste de Montréal. Dans le libellé de ces accusations, la GRC affirme

qu'entre le 10 avril 2012 et le 8 janvier 2014, à Montréal, «Constantine Andreas Kyres et Sami Abdellah Bébawi ont volontairement tenté d'entraver, de détourner ou de contrecarrer le cours de la justice, en tentant d'obtenir une déclaration de Riadh Ben Aïssa en contrepartie d'une somme d'argent», ce qui contrevient au code criminel.

De plus, «Constantine Andreas Kyres a induit ou tenté d'induire Riadh Ben Aïssa, par menaces, accusations ou violence, à accomplir ou faire accomplir quelque chose», spécifie encore la GRC dans son acte d'accusation. Un mandat d'arrestation a été délivré contre M. Bébawi, qui fait déjà l'objet d'un mandat pan-canadien pour d'autres accusations antérieures.

M. Kyres, pour sa part, comparaitra le 18 septembre, dans 3 jours. Il faut rappeler que tous ces anciens dirigeants de SNC-Lavalin aujourd'hui poursuivis par les justices canadienne et suisse ont été derrière l'obtention et la situation des principaux contrats que ce Groupe a obtenus en Algérie ces 15 dernières années et ont tous fait plusieurs déplacements en Algérie durant cette même période. Aucun d'entre eux n'a été inquiété à ce jour par la justice algérienne.

D. H.

## Comment les grandes multinationales mènent-elles leurs affaires ? Le cas «BP»

Les entreprises extractives sont tentaculaires et insaisissables, composées de centaines de filiales dans des dizaines de pays, chacune avec des noms différents et différentes fonctions.

Cela étant, comment pouvons-nous vraiment comprendre la façon dont les grandes sociétés pétrolières agissent ? Comment est-il possible de démêler l'écheveau et de savoir qui fait quoi avec qui, et pourquoi ? Afin de démystifier ces structures commerciales internationales — ou au moins l'une d'entre elles —, l'ONG «Open Oil» s'est fixé pour objectif de cartographier l'un des géants du secteur pétrolier : BP, anciennement nommée «British Petroleum» puis «BP Amoco», qui est une compagnie britannique de recherche, d'extraction, de raffinage et de vente de pétrole fondée en 1909.

Après sa fusion avec Amoco, Atlantic Richfield (Arco) et Burmah Castrol, elle est devenue la plus grande société du Royaume-Uni et la troisième compagnie pétrolière mondiale. La division BP de Londres est évaluée à environ 50 milliards de dollars. Internationalement, BP est présente dans plus de 100 pays et emploie environ 80 000 personnes.

Utilisant un outil en prototype développé avec «iilab» et l'identificateur juridique unique d'«Open Corporates» (La base de données ouverte du monde des affaires), «Open Oil» a obtenu les archives publiques du groupe «BP PLC». Ils ont créé en trois semaines une carte qui a révélé les 1180 filiales de la société dans 84 juridictions et au travers de 12 niveaux de propriété.

Vous pouvez consulter la carte et découvrir la configuration de la structure de BP et la façon dont elle se rapporte à différents pays du monde. Vous pouvez également vous rapporter à un manuel de l'utilisateur, une vidéo d'introduction et une dissertation à propos du projet : «Mapping BP» (Mapping = automatiser la mise en correspondance). BP est fortement présente en Algérie.